

UK : le grain de sable dans la lutte contre la terreur

Après les attentats terroristes de Londres, la Grande-Bretagne s'est dotée d'un arsenal juridique très controversé, le

Terrorism Bill, qui accorde beaucoup (trop ?) de pouvoirs au gouvernement et à la police. Sur le modèle américain, la loi britannique a sensiblement alourdi les règles liées à la détention des terroristes, la criminalisation de ceux qui de près ou de loin ont participé à l'organisation d'un acte terroriste, et l'interdiction des encouragements ou de la glorification du terrorisme. Un des effets pervers du *Terrorism Bill* a été de placer les hébergeurs et les fournisseurs d'accès dans une situation délicate si leur service supporte des matériaux terroristes prohibés. Avec une épée de Damoclès, la saisie des outils sans passer par la case d'un juge pour l'approuver. Mais les Lords ont reconnu que cette loi est particulièrement restrictive pour la liberté d'expression, et accorde trop de liberté à la police. Un grain de sable est venu gripper la machinerie anti-terroriste du gouvernement britannique. Un amendement voté par la '*House of Lords*' spécifie qu'un site Web dont le contenu est suspecté d'apologie du terrorisme ne pourra plus être fermé sur simple intervention de la police. Il lui faudra désormais obtenir la permission d'un juge... Un amendement passé de justesse, par 148 voix contre 147. Un grain de sable dans la stratégie du gouvernement britannique, de la taille d'un Lord !